

Nouveaux fonds fédéraux pour améliorer la sécurité économique des femmes au Québec

Le projet contribuera à améliorer les services et les programmes pour les femmes entrepreneures à temps partiel

Le 9 octobre 2018 – Shawinigan, Québec – Condition féminine Canada

Le gouvernement du Canada s'est engagé à promouvoir l'égalité entre les sexes et comprend l'importance d'offrir plus de possibilités aux femmes dans toutes les sphères de la vie au Canada pour renforcer leur autonomie. Par nos investissements dans des projets qui améliorent la sécurité économique des femmes, nous contribuons à créer des conditions propices à leur réussite, de même qu'à celle de leur famille et de leur collectivité.

L'honorable François-Philippe Champagne, député de Saint-Maurice—Champlain et ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, a aujourd'hui annoncé, au nom de l'honorable Maryam Monsef, ministre de la Condition féminine, que le gouvernement fédéral financera un projet visant à améliorer les services d'aide aux entrepreneures à temps partiel du Québec.

La Société d'aide au développement des collectivités (SADC) Centre-de-la-Mauricie recevra 306 947 \$ pour réaliser son projet, intitulé *Entreprendre au féminin autrement*.

Ce projet vise à évaluer la situation des femmes dirigeant une entreprise à temps partiel à Shawinigan, Thetford Mines et Montréal, permettant de comparer la nature des défis qui se posent en région semi-rurale, rurale et urbaine. En vertu de ce projet, les gouvernements municipaux, provincial et fédéral uniront leurs efforts pour adapter leurs ressources et leurs programmes aux besoins de ces femmes, afin d'y répondre plus efficacement. Une initiative pilote sera réalisée à Shawinigan, afin de mettre à l'essai une vaste gamme de services destinés aux entrepreneures à temps partiel. Les leçons tirées de cet exercice permettront ensuite d'améliorer et de mettre à niveau les programmes et les services des différents partenaires.

L'insécurité économique continue de toucher un nombre disproportionné de femmes. En 2015, au Canada, les Canadiennes ont gagné seulement 87 cents pour chaque dollar gagné par les Canadiens. Elles étaient en outre beaucoup plus susceptibles d'occuper un emploi à temps partiel : les femmes représentent 76 % de la main-d'œuvre à temps partiel. De plus, 25 % des femmes déclarent travailler à temps partiel en raison de leurs responsabilités parentales.

Citations

« Notre gouvernement sait que nos investissements dans les femmes profitent à toute la population puisqu'ils renforcent l'ensemble de l'économie. D'où l'importance de ces projets, qui créeront des conditions propices à l'épanouissement professionnel et personnel des femmes. En finançant des organismes comme la SADC Centre-de-la-Mauricie, qui s'emploieront à éliminer des obstacles limitant le pouvoir d'action des femmes, nous faisons en sorte que l'ensemble des Canadiennes et Canadiens aient une chance réelle et équitable de réussir, indépendamment de leur sexe et de leur identité de genre. »

**L'honorable Maryam Monsef, C.P., députée
Ministre de la Condition féminine**

« La société évolue. Les besoins aussi. Et nous devons être au fait de la réalité et des défis auxquels font face les entrepreneures et entrepreneurs d'aujourd'hui. Je suis très fier de l'initiative portée par la SADC Centre-de-la-Mauricie. *Entreprendre au féminin autrement* permettra à tous les acteurs socio-économiques de prendre conscience du phénomène de l'entrepreneuriat à temps partiel, qui semble toucher davantage les femmes, et de penser autrement les politiques, les mesures et les programmes afin que ceux-ci soient adaptés à cette nouvelle réalité. Notre gouvernement est déterminé à faire en sorte que les femmes aient accès à toutes les opportunités pour réussir et aussi, pour faire progresser notre pays. »

**L'honorable François-Philippe Champagne, C.P., député
Député de Saint-Maurice—Champlain
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités**

« Nous nous félicitons que le gouvernement du Canada appuie ce projet. De nombreux obstacles se dressent devant les entrepreneures à temps partiel du Québec et les empêchent de réussir. Ces femmes trouveront plus facilement de l'aide si l'on se penche sur ces obstacles et que l'on adapte notre soutien à leurs besoins particuliers. Elles auront alors les moyens de s'assurer une sécurité financière et de contribuer à la croissance de l'économie canadienne. »

**Sylvie Lavergne
Directrice du développement et des communications
Société d'aide au développement des collectivités Centre-de-la-Mauricie**

Les faits en bref

- Recherche économique RBC estime que la participation d'un plus grand nombre de femmes au marché du travail se traduirait par une hausse du PIB qui pourrait atteindre 4 % au Canada.
- Le McKinsey Global Institute estime que l'adoption de mesures pour faire progresser l'égalité des sexes, notamment pour augmenter la participation des femmes au marché du travail et leur assurer une meilleure représentation dans le secteur des technologies, renforcerait l'économie du Canada, qui pourrait y gagner 150 milliards de dollars d'ici 2026.
- Les projets sont financés dans le cadre de l'appel de propositions intitulé [Promouvoir la sécurité économique des femmes](#), qui a été annoncé en octobre 2017.
- La sécurité économique comprend la sécurité sociale de base, c'est-à-dire la satisfaction des besoins de base comme la santé, l'éducation et le logement.
- Plus de 30 projets recevront un financement totalisant près de 10 millions de dollars dans le cadre de cet appel de propositions.
- Les projets financés visent à éliminer les obstacles institutionnels à la sécurité économique des femmes, y compris l'accès aux services de garde, les iniquités salariales et l'écart salarial entre les femmes et les hommes.
- Le Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada verse du financement à des organismes admissibles pour leur permettre de réaliser des projets cherchant à aplanir des obstacles systémiques à l'égalité au Canada.

Produit associé

- Document d'information

Liens connexes

- [SADC Centre-de-la-Mauricie](#)
- [Promouvoir la sécurité économique des femmes](#)
- [Guide de demande de l'appel de propositions](#)
- [Critères généraux d'admissibilité du Programme de promotion de la femme](#)
- [Lignes directrices sur les dépenses admissibles](#)
- [Condition féminine Canada, Programme de promotion de la femme](#)

Personnes-ressources

Justine Villeneuve
Directrice des communications
Cabinet de la ministre de la Condition féminine
613-558-9795

Valérie Haché
Agente des communications
Condition féminine Canada
819-420-8684

Suivez Condition féminine Canada :

- [Site Web](#)
- [Facebook](#)
- [Instagram](#)
- [LinkedIn](#)
- [Twitter](#)
- [YouTube](#)